



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.3/43/10
6 décembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 2 décembre 1988, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des
Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'un communiqué officiel (voir annexe I), et d'un rapport publié par le Gouvernement guatémaltèque (annexe II), au sujet d'événements survenus récemment à El Aguacate, village de la commune de San Andrés Itzapa, dans le département de Chimaltenango.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 12 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Francisco VILLAGRAN DE LEON

Annexe I

Communiqué de presse du Secrétariat aux relations
publiques de la présidence du Guatemala

Devant les organismes internationaux qui veillent au respect rigoureux des droits de l'homme, devant les nations du monde qui ont manifesté leur appui sans réserve à la consolidation du régime démocratique, devant l'opinion publique nationale et internationale, devant le Commissariat aux droits de l'homme,

Le Gouvernement de la République dénonce ces actes inqualifiables que constituent l'enlèvement et l'assassinat commis au mépris total des principes humanitaires les plus élémentaires par les forces s'opposant au régime constitutionnel regroupées dans la prétendue Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas (Organisation révolutionnaire du peuple en armes) ou ORPA, de 21 humbles paysans du village d'El Aguacate, commune de San Andrés Itzapa, département de Chimaltenango.

Tout a commencé le mardi 22 novembre quand l'auxiliaire du chargé de liaison avec les militaires Carlos Humberto Guerra Callejas a disparu, alors qu'il se rendait à ses activités habituelles dans la campagne. S'apercevant de sa disparition, des membres de sa famille et des voisins ont formé des groupes de recherche, qui, le mercredi 23, sont partis dans diverses directions, et ont alerté les services de la police nationale du département de Chimaltenango.

Le jeudi 24, un des groupes, dont faisait partie, en tant que guide spirituel, le pasteur Antonio Olivares, est entré en contact avec les terroristes, et par la suite, a été rejoint par un autre groupe de recherche; les membres de ces deux groupes ont été immédiatement mis en joue et réduits à l'impuissance par les hors-la-loi.

L'armée guatémaltèque, notamment les forces de la base militaire No 302 établie à Chimaltenango, prenant connaissance de l'enlèvement d'un aussi grand nombre de personnes, a immédiatement envoyé au village d'El Aguacate, des unités militaires, dont une compagnie chargée des affaires civiles, pour prêter assistance aux membres des familles des personnes enlevées, qui étaient terrifiés.

Ce ne fut que le 26 novembre qu'on fit une découverte macabre : les corps des paysans assassinés furent retrouvés dans trois fosses communes improvisées aux environs du village.

Les noms des 21 malheureux Guatémaltèques, innocentes victimes de criminels sans scrupules, sont les suivants :

Francisco Callejas Tobar

Rosalío Callejas Tobar

Pastor Callejas Tobar

Romualdo Callejas Tobar

Julio Callejas Tobar

Luis Callejas Tobar

/...

Oscar Callejas Tobar
Juan Oswaldó Callejas
Aroldo Callejas Tobar
Horacio Tajtaj Callejas
Cristobal Chuy
Pedro Guerra
Isidoro Castellanos Guerra
José Leonel Callejas
Factor Callejas Guerra
Humberto Callejas Guerra
Leonel Callejas Aspuac
Isidoro Guerra
Esteban Arenales
Carlos Humberto Guerra Callejas
Antonio Olivares Banse (pasteur)

Le Gouvernement de la République ne permettra à aucun titre que les progrès enregistrés au cours des trois dernières années dans la consolidation du processus de démocratisation, et que l'exercice des droits de la personne garanti par la Constitution politique de la République fassent l'objet d'atteintes de la part de groupes isolés de hors-la-loi armés qui, profitant de l'anonymat et de la surprise, s'en prennent à la population et agissent contre les intérêts du pays,

Et exige la condamnation la plus énergique de ces actes odieux.

Guatemala, le 27 novembre 1988

Annexe II

RAPPORT DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE GUATEMALTEQUE SUR L'ASSASSINAT DE PAYSANS DANS LE DEPARTEMENT DE CHIMALTENANGO

Introduction

Le Gouvernement constitutionnel de la République du Guatemala publie le rapport ci-après au sujet des événements violents dont a été victime le village d'El Aguacate, commune de San Andrés Itzapa, département de Chimaltenango, où 23 paysans ont été assassinés par des éléments du mouvement subversif connu sous le nom d'Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas (Organisation révolutionnaire du peuple en armes) ou ORPA, entité qui appartient à l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) ou URNG.

La disparition

Le matin du mardi 22 novembre, Carlos Humberto Guerra Callejas, qui remplissait des fonctions d'auxiliaire du chargé de liaison avec les militaires au village d'El Aguacate, commune de San Andres Itzapa, du département de Chimaltenango, se rendit à ses occupations habituelles dans la campagne. Avant de quitter son domicile, il avait indiqué qu'il partait à la recherche de bêtes lui appartenant qui s'étaient égarées dans les environs.

Le même jour, la nuit tombée, la famille de Carlos Humberto Guerra a fait connaître sa disparition aux habitants du village. Immédiatement, ceux-ci, sous la conduite du pasteur Antonio Olivares, ont organisé deux groupes de 15 hommes chacun qui sont partis à sa recherche le lendemain vers 5 heures du matin.

L'organisation de ces deux groupes s'explique par le fait que Guerra Callejas avait fréquemment des crises d'épilepsie, à en croire les membres de sa famille.

La recherche

Le mercredi 23 novembre, au petit matin, les deux groupes, composés chacun de 15 hommes d'El Aguacate, se mirent en marche et quittèrent le village. Après plusieurs heures d'un ratissage méthodique, quelques indices avaient bien été recueillis, mais les recherches n'avaient pas abouti.

A 16 h 15, le même jour, devant le caractère infructueux de leurs recherches, des membres de la famille de M. Guerra Callejas ont déposé, auprès des services de la police nationale du département de Chimaltenango, une plainte qui a été enregistrée par le secrétaire.

La rencontre d'hommes en armes

Le lendemain, jeudi 24 novembre, les habitants du village ont organisé trois groupes de recherche, chacun composé de 10 hommes, dirigés par le pasteur du village, Antonio Olivares.

/...

Pour les premières opérations de recherche, ils ont utilisé une petite camionnette appartenant au pasteur. Dans le milieu de la matinée, un des groupes a aperçu, dans les environs immédiats du village, une troupe d'hommes en armes. Les membres du groupe ont alors supposé que ces derniers détenaient celui qu'ils recherchaient, et des premiers contacts ont été établis.

Les deux autres groupes n'avaient pas connaissance de cette situation. Le premier, engagé dans un dialogue avec les hommes en armes, ne s'est pas aperçu qu'un second groupe les rejoignait à l'improviste. Les hommes en armes ont alors immédiatement braqué leurs armes sur les paysans, auxquels s'était joint le troisième groupe, apparu au même moment.

L'enlèvement

Pendant l'incident, 11 des 30 habitants d'El Aguacate sont parvenus à prendre la fuite, utilisant le véhicule d'Antonio Olivares qui se trouvait stationné à proximité.

Pendant la fuite précipitée en direction du chef-lieu du département de Chimaltenango à la recherche d'une aide des autorités militaires, le véhicule a eu un accident, qui a fait cinq blessés. Les six autres sont parvenus à atteindre la base militaire No 302 de Chimaltenango, où ils ont signalé l'enlèvement, ainsi que l'accident qui venait d'arriver.

Le commandant de la base a immédiatement envoyé un détachement au village d'El Aguacate afin de commencer les opérations de ratissage et de recherche et a ordonné de procéder au transfert immédiat des cinq blessés à l'hôpital militaire de la capitale.

Le jeudi 24 novembre, en outre, le commandant de la base militaire a détaché au village d'El Aguacate une compagnie chargée des affaires civiles afin de prêter assistance aux épouses et aux enfants des 22 paysans enlevés.

Le même jour, à 19 h 40, Waldemar Figueroa et Carlos Arnoldo Guerra Hurtarte, qui étaient parvenus à échapper à leurs ravisseurs, se sont présentés à la base militaire de Chimaltenango en compagnie de Jacinto Zamora Callejas, auxiliaire du chargé de liaison avec les militaires du village de Xipalqui, afin de faire un rapport sur les faits, ce qui a permis dans un premier temps de vérifier l'identité du groupe armé qui s'était emparé des 22 paysans du village d'El Aguacate; il s'agit d'éléments de la prétendue Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas (ORPA), appartenant à l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG). Le commandant de la base militaire No 302 a immédiatement ordonné, comme il est prévu en pareil cas, la mobilisation de ses troupes.

Les personnes enlevées

Les informations portées à la connaissance des autorités militaires par les deux paysans qui avaient réussi à s'échapper a permis d'établir la liste des habitants d'El Aguacate qui se trouvaient à ce moment-là aux mains du groupe de rebelles; il s'agit de :

/...

Francisco Callejas Tobar
Rosalío Callejas Tobar
Pastor Callejas Tobar
Romualdo Callejas Tobar
Luis Callejas Tobar
Julio Callejas Tobar
Oscar Callejas Tobar
Juan Oswaldo Callejas
Aroldo Callejas Tobar
Horacio Taj Taj Callejas
Cristobal Chuy
Pedro Guerra
Isidoro Castellanos Guerra
José Leonel Callejas
Antonio Olivares Banse
Factor Callejas Guerra
Humberto Callejas Guerra
Leonel Callejas Aspuac
Isidoro Guerra
Esteban Arenales
Carlos Humberto Guerra Callejas

Le village d'El Aguacate

Le village d'El Aguacate est situé dans la partie sud-est du département de Chimaltenango, à 4 kilomètres de la commune de San Andrés Itzapa, dans une zone très accidentée; on y accède par une route difficile et en mauvais état, que ne peuvent emprunter que de petits véhicules à quatre roues motrices.

La localité compte 34 familles qui sont apparentées, très unies et portent souvent le même nom. El Aguacate comptait 166 habitants : 36 hommes, 40 femmes et 90 enfants. L'agriculture est la principale occupation.

Les victimes de l'enlèvement étaient tous chefs de famille. Il ne restent dans le village que trois hommes âgés pères de famille. Les maisons du village sont disséminées dans une zone de 1 kilomètre carré et sont éloignées les unes des autres.

Le même jour, jeudi 24 novembre, le chef du Département de l'information de l'armée guatémaltèque, le colonel Luis Arturo Isaacs Rodríguez, a tenu une conférence de presse pour mettre le public au courant des événements.

Les recherches

Depuis le dépôt de la plainte pour enlèvement, le commandant de la base militaire No 302, qui se trouve dans le département de Chimaltenango, a détaché ses unités pour participer à la recherche des 22 paysans enlevés par l'ORPA. Le vendredi 25 novembre à 9 h 30, des patrouilles militaires ont eu un accrochage avec le groupe subversif. Le même jour, à 12 h 30, s'est produit un autre accrochage, et le sous-lieutenant Manuel Adolfo Molina Gutiérrez a été blessé et immédiatement transporté à l'hôpital militaire de la capitale.

Une unité qui patrouillait à 2 kilomètres au sud du village d'El Aguacate, au lieu-dit "Las Minas", à flanc de colline, a trouvé le même jour à 10 h 30, le cadavre de l'auxiliaire du chargé de liaison avec les militaires, Carlos Humberto Guerra Callejas, disparu le mardi 22 novembre alors qu'il était parti dans les champs à la recherche de ses bêtes égarées.

Découverte des fosses communes

Le samedi 26 novembre, des patrouilles attachées à la base militaire de Chimaltenango ont découvert, au sud du village d'El Aguacate, trois fosses communes contenant les corps de 21 personnes, présentant tous des marques de torture et de strangulation. Par suite des difficultés d'accès et du relief très accidenté, il n'a pas été possible de transférer les dépouilles à la base militaire No 302.

Le dimanche 27, le Département de l'information de l'armée guatémaltèque a réuni à la base militaire de Chimaltenango des journalistes guatémaltèques et étrangers afin de tenir l'opinion publique informée.

Les opérations de transfert des 21 corps trouvés dans les trois fosses communes le samedi 26 après-midi, n'ont pu être menées à bien que le lundi 28, en raison des difficultés d'accès et du harcèlement constant exercé par le groupe subversif pendant l'opération. Les attaques incessantes menées contre les forces armées et contre les hélicoptères utilisés pour transporter les corps ont justifié l'envoi en renfort d'avions de combat des forces aériennes guatémaltèques qui ont fait plusieurs sorties afin de contrecarrer l'action des guérilleros et d'assurer ainsi le transfert des corps des victimes.

Pendant l'opération, les formalités légales ont été accomplies en présence du juge du lieu, qui a commencé à instruire l'affaire et a ordonné l'accomplissement d'autres démarches prévues par la loi.

Le lundi 28 novembre, à la base militaire No 302, les 21 corps trouvés dans les trois fosses communes ont été identifiés par les membres de leurs familles comme étant les paysans du village d'El Aguacate qui étaient partis à la recherche de Carlos Humberto Guerra Callejas, disparu le 22 novembre.

Assistance aux familles

Après l'identification des victimes et les formalités juridiques de rigueur, l'armée a accordé aux familles des 22 paysans assassinés par l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA) des facilités pour la veillée des corps et pour les obsèques, qui se sont déroulées au cimetière de Chimaltenango; les autorités militaires ont pris des dispositions pour assurer leur sécurité et la poursuite des enquêtes et des opérations nécessaires à la découverte des responsables de ces graves actes de violence qui constituent une violation des droits de l'homme. De même, le Gouvernement constitutionnel de la République, par les soins du Comité de reconstruction nationale, a accordé une pension alimentaire aux veuves et aux orphelins; le transfert au chef-lieu du département sera également accordé à ceux qui en feront la demande.

Dénonciation officielle devant la communauté internationale

Le dimanche 27 novembre, le Gouvernement de la République a, par un communiqué de presse, porté les faits à la connaissance des organismes internationaux qui veillent au respect des droits de l'homme, des nations du monde qui ont manifesté leur appui total au processus de consolidation du régime démocratique, de l'opinion publique nationale et internationale, et du Commissariat aux droits de l'homme, exigeant la condamnation la plus énergique possible d'actes inqualifiables perpétrés par des mouvements subversifs isolés opérant illégalement, dans certaines zones du territoire national.

Guatemala, le 29 novembre 1988
